

« Pays DIVISÉ », « pays DÉCHIRÉ » : penser le MOMENT PRÉSENT

Jean-Pierre Bensimon

« *Nous autres, civilisations, savons désormais que nous sommes mortelles.* »

Paul Valéry,
après la première guerre mondiale.

Professeur de sciences sociales,
consultant en organisation, chargé
de l'implantation de systèmes
d'information dans les
administrations publiques,
président d'une association dédiée
à la défense contre la
désinformation.

Le clivage de la société française qui précédait les émeutes des banlieues de l'automne 2005, et qui perdure depuis, est l'expression de tendances à l'œuvre depuis des décennies. Il pose des questions essentielles qui touchent au ciment grâce auquel la nation française s'est construite et maintient malgré tout à ce jour un semblant de cohésion. Si l'on quitte le champ commode mais stérile des explications par les facteurs socio-économiques, le racisme, ou les discriminations, et si l'on prend la véritable mesure du fossé béant qui s'est ouvert sous les pieds du « vieux pays » dans « un vieux continent », on est conduit à se poser des questions primordiales : comment en sommes-nous arrivés là, qu'est-ce qui n'a pas marché ?

L'objet du présent papier est d'identifier la responsabilité des élites nationales dans le processus de décomposition qui se déploie sous nos yeux. Le cadre d'analyse choisi est le paradigme de Samuel Huntington exposé dans son ouvrage le plus célèbre, *Le choc des civilisations*. Cette approche a le mérite

d'insister sur la profondeur historique des conflits émergents, d'inclure les représentations, la mémoire lointaine, et donc d'introduire la question de l'identité et de sa genèse dans la dynamique conflictuelle des sociétés.

Cette approche n'est pas « politiquement correcte ». Il y a peu de modèles aussi dérangeants que celui de Huntington. Il s'est attiré en France et ailleurs nombre de récusations, aussi passionnées que finalement stériles¹. Il réveille sans doute la peur panique de l'affrontement qui règne dans l'Europe du *soft power*. S'interroger sur les facteurs de cohésion des groupes humains, ou sur la nature et le degré d'acuité des antagonismes, des menaces, et leur dynamique, paraît en soi un péril ou la marque d'une vision guerrière. On peut rappeler ici la réponse mémorable de Julien Freund à Jean Hyppolite que rapporte Chantal Del-sol. Le maître avait apostrophé son étudiant : « *Sur la question de la catégorie de l'ami-ennemi, si vous avez vraiment raison, il ne me reste plus qu'à aller cultiver mon jardin.* » A quoi Freund rétorqua : « *Vous croyez, comme tous les pacifistes, que c'est vous qui désignez l'ennemi. Or c'est lui qui vous désigne. S'il veut que vous soyez son ennemi, vous l'êtes, et il vous empêchera même de cultiver votre jardin.* »²

Le modèle de Huntington

Le modèle de Huntington peut se résumer de la façon suivante : après la fin de la seconde guerre mondiale, la structure des relations nationales s'ordonnait selon le schéma ternaire de la guerre froide avec deux camps face à face conduits par les États-Unis et l'URSS, et un groupe intermédiaire d'États non-alignés. Après la chute du mur de Berlin et la décomposition rapide de l'empire soviétique, il fallait mettre en évidence les nouvelles lignes de force structurantes ou s'en tenir à une représentation chaotique des rapports entre les acteurs de la scène mondiale. Alors que Francis Fukuyama diagnostiquait la fin de l'histoire, c'est-à-dire la fin des guerres mondiales et des guerres idéologiques grâce à un consensus sur l'universalité de la démocratie occidentale, Samuel Huntington constatait que les drapeaux et les autres symboles de l'identité rencontraient un attrait grandissant. Tous ces symboles sont porteurs de cohésion, mais aussi par conséquent, d'affrontements. Il avança alors l'hypothèse qu'avec la fin du grand conflit idéologique entre capitalisme et socialisme, « *la culture, les identités culturelles qui, à un niveau grossier sont des identités de civilisation, déterminent les structures de cohésion, de désintégration, et de conflits dans le monde d'après guerre froide... Dans ce monde nouveau, les conflits les plus étendus, les plus importants et les plus dangereux n'auront pas lieu entre les classes sociales, entre riches et pauvres, entre groupes définis selon des critères économiques, mais entre peuples appartenant à différentes entités culturelles* »³.

Cette hypothèse s'inscrivait dans la logique d'une fulgurante anticipation d'André Malraux⁴ et des observations de Bernard Lewis (⁵). Elle a été formulée en

premier dans un article publié par le périodique américain *Foreign Affairs* en 1993. Le parcours de la nouvelle approche fut semé de providentielles embuches. Pendant trois ans, l'article fit l'objet d'innombrables débats, colloques, séminaires, aux États-Unis et dans de nombreux pays, plus que tout autre depuis quarante ans. C'est suite à cette formidable confrontation d'experts que l'ouvrage de Huntington a été écrit et publié en 1996. L'examen critique par les meilleurs spécialistes et la prise en compte de leurs objections n'assurent pas la vérité du paradigme, mais ils donnent des garanties uniques sur la nature scientifique de la démarche.

D'autant que l'auteur limite d'emblée, avec beaucoup d'à-propos, le domaine de validité de son modèle. C'est pour lui « *une sorte de carte simplifiée de la réalité* » qui « *omet de nombreux points, en déforme certains, en obscurcit d'autres* ». ⁶ Mais « *les paradigmes simplifiés ou les cartes sont indispensables à la pensée et à l'action humaine* » car on ne peut pas prétendre « *agir seulement à partir de faits particuliers dont nous pensons détenir une connaissance "objective"* ». Le « choc des civilisations » ne dispense pas de « l'analyse concrète de la situation concrète » de Lenine, indispensable pour prendre en compte les innombrables facteurs qui construisent une réalité donnée. Mais si on ne repère pas autour de quels antagonismes fondamentaux se dessinent les grandes lignes de force, on prend le risque de faire de graves erreurs. Georges Bush s'est proposé de construire un Grand Moyen Orient en introduisant des doses de démocratie dans les pays arabes, au nom de l'universalisme occidental. Cette intention était particulièrement louable. Mais aujourd'hui justement, le monde arabe affirme violemment une identité bâtie sur une opposition presque unanime aux valeurs occidentales qu'il méprise. Des éléments de démocratie, vécus comme une intrusion de l'étranger et une négation des formes politiques et sociales traditionnelles, ne pouvaient pas rencontrer autre chose que méfiance et hostilité farouche. Quand l'administration américaine, toujours aveuglée par l'universalisme, a imposé la participation du Hamas aux élections palestiniennes de janvier 2006, en contradiction avec les dispositions des accords d'Oslo, elle a ouvert les bénéfices du pouvoir aux intégristes les plus hostiles à l'Occident, rendu l'issue du conflit israélo-palestinien encore plus illusoire, et conforté la pénétration de l'Iran dans une place-forte sunnite. L'Europe de même, montre chaque jour qu'elle n'a rien compris à la nature de la revendication palestinienne en soutenant le slogan « la terre contre la paix » alors qu'il signifie non la paix, mais la restitution à l'Islam, par tous les moyens, d'une terre sacrée « usurpée » par des *dhimmis*. Le paradigme de Huntington a visiblement encore des services à rendre ⁷.

La meilleure mesure de la pertinence d'une théorie, c'est sa valeur prédictive, et les événements des dix dernières années l'ont plutôt confortée. Huntington

a anticipé un monde caractérisé d'un côté par la poussée de l'Islam et de la civilisation confucéenne chinoise parfois en alliance ouverte, et de l'autre le déclin de l'Occident. Il a étudié les moyens d'éviter une guerre des civilisations, mis vigoureusement en garde contre l'universalisme occidental qu'il qualifie « d'arrogant », de « dangereux » et « d'immoral », et prescrit des attitudes politiques extrêmement prudentes. Il recommandait par exemple avec force, de ne jamais intervenir dans les conflits au sein des autres civilisations.

Mais les chocs inter-civilisationnels ne sont pas tout. Huntington s'est intéressé aussi aux dynamiques intra-civilisationnelles. C'est ainsi qu'il a observé une divergence de plus en plus accusée entre les pôles européen et américain de l'Occident, qui connaissent l'un et l'autre des phénomènes de déclin moral (comportements antisociaux, déclin de la famille, affaiblissement de l'éthique et désaffection pour le savoir). De plus l'Europe se déchristianise, entamant son fondement essentiel, tandis que le multiculturalisme, dans lequel il signalait un péril majeur, est susceptible de désoccidentaliser les États-Unis. La perspective est sinistre : « sans les États-Unis, l'Occident ne représente plus qu'une fraction minuscule et déclinante de la population mondiale, abandonnée sur une petite péninsule à l'extrémité de la masse eurasiatique »⁸. La « petite minorité influente d'intellectuels et de spécialistes du droit » qui attaquent « les composantes politiques et culturelles de l'identité américaine » depuis la fin du xx^e siècle sont au centre du « véritable conflit au sein de la partie américaine de la civilisation occidentale ».

Pour procéder à l'étude des dynamiques internes des civilisations, Huntington a développé deux notions. Celle de « pays divisé » d'abord, qui sont des pays où coexistent des groupes importants appartenant à des civilisations différentes (c'est le cas du Soudan, de l'Ukraine, du Nigéria, etc.) : l'Europe relèvera sans doute de cette catégorie dans un avenir proche. La notion de « pays déchiré » ensuite, notion plus complexe, fait état des situations où des dirigeants, une fraction des élites, entreprennent depuis le sommet de l'État de changer de civilisation, de renoncer à la civilisation existante pour importer des normes culturelles et identitaires venues de l'étranger mais jugées préférables pour la réalisation des buts nationaux et éthiques. Les exemples classiques sont ceux de Pierre le Grand rentrant d'un voyage en Europe en 1697-98, et du kémalisme dans les années 1920. Ils ont été suivis de plusieurs tentatives en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. On va voir qu'en renonçant à un certain nombre de principes essentiels, les élites américaines et françaises ont mis en mouvement des processus qui apparentent singulièrement leur nation à la situation des pays déchirés de Huntington.

La déconstruction de l'identité nationale américaine

Avec ses variantes et ses conflits internes, la civilisation occidentale contemporaine et l'État-nation souverain qui en est l'expression politique se présentent comme le produit extrêmement complexe d'une évolution qui s'étend sur une longue période historique. En s'alarmant de « l'effacement, peut-être [du] démantèlement de la forme politique qui depuis tant de siècles a abrité les progrès de l'homme européen, à savoir la nation... », Pierre Manent utilise une image saisissante : « *Si notre nation disparaissait soudainement, et que ce qu'elle tient ensemble se dispersât, chacun de nous deviendrait à l'instant un monstre pour lui-même.* »⁹ Il faut retenir ici deux idées. D'un côté la nation est un ciment qui réunit entre eux d'innombrables ingrédients qui font la société et qui à défaut se disperseraient ; de l'autre notre identité personnelle est tellement imprégnée, à notre insu, de ce qui compose la nation (langue, histoire, organisation politique, système juridique), qu'à défaut, nous ne saurions plus nous reconnaître nous-mêmes. C'est dire si l'interrogation de Pierre Manent touche à l'essentiel.

L'identité occidentale plonge ses racines dans l'héritage classique et le judéo-christianisme avec ses composantes catholiques et protestantes : elle repose sur une série de préceptes comme la séparation du pouvoir spirituel et temporel, l'état de droit (égalité juridique, constitutionnalisme, droit de propriété, droits de l'homme...), et l'individualisme. Pour Samuel Huntington, John Fonte, ou Pierre Manent en France, on ne peut pas réduire cette identité à une somme de principes politiques laïcs : elle a trouvé ses valeurs dans ses origines religieuses et en reste marquée. C'est ce qui explique sans doute la divergence sensible entre l'aire à prédominance réformée et l'aire catholique. Le protestantisme insiste sur les valeurs de responsabilité personnelle, de travail, et de liberté, alors que le catholicisme, du fait de l'organisation centralisée de l'Église, privilégie des attitudes d'obéissance à l'autorité et de passivité. C'est qui est peut-être la véritable clé de l'antagonisme franco-américain où la répugnance pour la « concurrence sauvage » trouve son pendant dans une incompréhension pour ce qui est perçu par les Américains comme une allergie au travail et à l'initiative individuelle¹⁰.

Or, depuis plusieurs décennies, un certain nombre des principes qui sont au cœur de l'identité nationale font l'objet d'une mise en cause féroce aux États-Unis mêmes. Dans une large mesure l'Europe, et la France en particulier, ne font qu'essuyer avec le déferlement de l'idéologie multiculturaliste, l'onde de choc d'un tsunami parti de la rive américaine de l'Atlantique, même s'il s'alimente des vicissitudes contemporaines du vieux continent.

On peut dater ce mouvement des années 1960/70. C'est à cette époque que les États-Unis entreprirent de mettre un terme à une restriction infâmante

à leur propre credo politique, devenu un problème de politique internationale : la ségrégation des Noirs. Les lois de 1964 et 1965 (Civil Rights Act et Voting Rights Act) liquidèrent le système de discrimination fondé sur la couleur de la peau, pour ce qui concerne l'emploi, l'exercice du droit de vote, le logement ou l'accès aux services publics. Il s'agissait de mettre les institutions en accord avec le credo.

Par un glissement dont l'histoire a le secret, cette révolution sociale, sur fond de culpabilité intense des protestants blancs, se transforma en une mise en cause des principes politiques les plus essentiels du système américain. Les Noirs revendiquèrent des compensations pour les dommages qu'ils avaient subis et des avantages spécifiques leur permettant de rattraper sans délai leur retard en matière économique, d'emploi, de pouvoir d'achat, etc. Sur la question du vote, pour leur assurer une représentation, on créa des dispositifs garantissant l'élection de Noirs au prix d'un découpage ad-hoc des circonscriptions électorales. Il ne s'agissait donc plus de garantir l'égalité des droits, mais de créer des droits sur une base raciale, tout le contraire de l'égalité juridique de l'État de droit et du credo américain.

Avec le temps, la préférence juridique à base raciale se transforma en prédominance des identités infra-nationales en général : les femmes, les homosexuels, les immigrés, les minorités ethniques, exigèrent et obtinrent souvent des avantages au nom des politiques d'*affirmative action*.

Deux autres composantes de l'identité nationale, l'usage de l'anglais et l'affirmation d'une culture américaine occidentale, devaient aussi reculer à la fin de siècle dernier. On s'attachait traditionnellement à « américaniser les immigrants » en les soumettant à des programmes linguistiques généralisés et à des cours d'histoire, et tout le monde (entreprises, administrations, association) mettait la main à la pâte. Suite au *Bilingual Education Act* de 1967, on édita les bulletins de vote et la documentation électorale en plusieurs langues, et l'on prit des dispositions levant l'obligation de parler l'anglais pour l'accès aux emplois publics, tandis que la scolarisation en espagnol recevait des crédits de l'État.

Enfin, la culture commune fut progressivement sacrifiée, au nom du multiculturalisme et de la lutte contre la civilisation européenne, dont l'histoire était accusée d'être un tissu de crimes. Ce renversement se fit au bénéfice de cultures non occidentales, jugées porteuses de valeurs supérieures. C'est ainsi que vers 2000, les 50 établissements d'enseignement supérieur les plus prestigieux n'exigeaient pas que les étudiants suivent un cours obligatoire d'histoire de l'Amérique.

Ce qui est remarquable, c'est que cette érosion des valeurs nationales s'est réalisée avec le concours actif des élites politiques, intellectuelles, du monde des

affaires, de la justice, et des médias. La Fondation Ford a dépensé des millions de dollars pour soutenir la promotion de la préférence raciale. L'entreprise Du Pont décidait en 1980 que la moitié des nouveaux postes de cadres devraient être occupés par des femmes et par des représentants des minorités. En 2003, l'arrêt de la Cour Suprême Grutter contre Michigan, ratifia la politique de l'Université du Michigan d'admission des étudiants sur des critères raciaux. Ce fut possible grâce à 65 grandes entreprises dont Coca Cola, Boeing, Microsoft, Intel, etc., qui soutinrent cette discrimination en lieu et place des principes traditionnels fondés sur les droits individuels et le mérite. L'argument était qu'il fallait arriver dans l'enseignement supérieur, à une répartition des étudiants en masses critiques calculées selon la race, l'ethnie, et le sexe.¹¹

Il faut noter que la renonciation à la place de l'anglais et le traitement préférentiel plébiscité par les élites, ont toujours été désapprouvés par le public américain, au travers des consultations locale et des sondages d'opinion. Dix référendums locaux entre 1980 et 2000 donnaient tous des résultats favorables à la prééminence de l'anglais comme langue de l'Amérique. En 2001 92 % de l'opinion, 88 % des hispaniques et 86 % des Noirs se prononçaient contre l'utilisation de la race comme critère d'admission dans les universités.¹² Après le choc du 11 septembre 2001, l'identité nationale a retrouvé une certaine importance dans la politique des autorités fédérales.

Pourquoi ce retournement des élites s'est-il effectué dans les années 1970, alors que traditionnellement le gouvernement, le monde des affaires, et les milieux de l'enseignement agissaient pour développer la conscience nationale, et que nul n'aurait pu écrire alors que « l'américanisation était anti américaine » ?

Samuel Huntington propose les explications les plus complètes. On retiendra d'abord de son argumentaire¹³ l'apaisement de la guerre froide. Quand la menace extérieure se réduit, la prévalence de l'identité nationale sur les autres identités est moins impérative. Les calculs électoraux jouent aussi un rôle important. Il est plus aisé de capter un électorat en flattant sa subjectivité et ses mythes qu'en l'incitant au sacrifice ou à l'effort. Pour expliquer la conversion des milieux intellectuels, il faut souligner le rôle de la culpabilité des élites protestantes blanches envers les victimes de la discrimination et de l'exclusion. Désormais, les élites sont pour partie transnationales. Les cadres et les dirigeants des multinationales, des organisations internationale et des ONG engagées dans divers combats, adoptent des points de vue globaux. Leur pays d'origine n'est qu'un cas particulier, alors qu'ils servent des intérêts régionaux ou mondiaux. Ces élites transnationales vivent alors l'identité nationale comme un provincialisme désuet. Enfin, le multiculturalisme qui valorise les cultures des groupes dominés et accuse la civilisation européenne, joue un rôle décisif dans le divorce entre les élites

intellectuelles et la culture nationale. Il a commencé par être la reconnaissance de dommages causés aux Noirs par l'esclavage, puis la ségrégation dans les États du Sud. Il est vite devenu l'ersatz des idéologies de gauche orphelines du marxisme qui ont trouvé là un culte de substitution. Selon John Fonte, il faut chercher chez Antonio Gramsci¹⁴ la théorisation première de ce courant de pensée. Constatant que le prolétariat ne réalisait pas, après la première guerre mondiale, les prédictions de Karl Marx, Gramsci proposa une lutte culturelle en direction des groupes opprimés, dans la presse, les organisations de masse, et à l'école, pour rehausser leur niveau de conscience révolutionnaire. La modification des relations de pouvoir entre les groupes dominants et des groupes subordonnés est au cœur de l'actuelle stratégie multiculturaliste.

Les conséquences de la primauté donnée aux identités infra-nationales sur l'identité nationale ne sont pas minces. On a vu que le recul de l'identité nationale est un recul de la langue commune, une transformation des principes essentiels de la démocratie et une négation, ou une mise en accusation, de l'histoire de la civilisation européenne de l'Amérique. A terme, cela aboutit à la dissociation de la « nation... et de ce qu'elle tient ensemble » (Pierre Manent). Plus immédiatement, la fonction de la primauté de l'identité nationale, c'est de pouvoir mobiliser pour une cause abstraite, celle de la nation, de donner de la valeur à l'intérêt national, d'être en mesure de réunir pour une cause supérieure les forces vives du pays, de leur demander des sacrifices durables et douloureux, jusqu'à la vie de leurs enfants. L'identité nationale donne donc des moyens d'action à l'instance politique, en même temps qu'elle garantit la pérennité de l'idée de nation. L'identité nationale n'est pas un legs un peu défraîchi, c'est une clé. Le passage au second plan de cette identité paralyse l'action politique et congédie le « plébiscite de tous les jours » d'Ernest Renan.

Les États-Unis sont aujourd'hui engagés dans une confrontation stratégique avec la Chine. Lancée dans une course éperdue à la puissance et au contrôle des ressources de la planète, cette dernière est en train de modifier à son avantage les données stratégiques de nombreuses régions du monde. Les États-Unis sont engagés dans une confrontation avec l'Iran qui risque de réaliser à court terme le cauchemar de tous les stratèges, la jonction entre le terrorisme et l'arme nucléaire, dans une zone particulièrement instable et vitale pour l'économie internationale. Ils ont affaire, en même temps à une guerre terroriste et ethno-religieuse coûteuse en Irak. Si le pouvoir politique américain est extrêmement affaibli, s'il ne peut pas imaginer de réintroduire la conscription alors qu'il manque de troupes, si l'effort de financement de la guerre est désapprouvé par l'opinion, ce n'est pas tant parce que l'administration Bush n'inspire

plus confiance. C'est surtout parce que le seuil à partir duquel les Américains refusent un effort supplémentaire pour le pays s'est abaissé. Et s'il s'est abaissé, c'est parce que plusieurs décennies de multiculturalisme ont réduit le désir des Américains de se battre pour la cause de leur nation, parce que le prestige de cette dernière a diminué à leur yeux, parce que sa cohésion est moindre, et que les citoyens ne désirent pas compromettre leur bien-être pour une patrie dont ils connaissent de moins en moins l'histoire et les mythes. L'enjeu réel, c'est la capacité des démocraties occidentales en déclin de conserver une position satisfaisante dans un monde où les normes de l'Islam et les principes de la civilisation confucéenne chinoise sont en pleine expansion. Les élites intellectuelles qui apaisent leur conscience morale en s'identifiant à la souffrance des minorités, les politiciens à la recherche d'un bénéfice électoral en jouant de la démagogie, les hommes d'affaires qui investissent dans le marketing d'image en épousant les causes à la mode, aboutissent à réduire la latitude d'action de leur pays dans les durs affrontements en cours. Sans en avoir conscience, ils compromettent peut-être la pérennité des valeurs qui garantissent le mode de vie auquel ils tiennent.

La déconstruction de la France

Si le multiculturalisme a prospéré aux Etats-Unis au point de réduire sérieusement la latitude d'action des dirigeants politiques, le pays demeure quand même patriote et attaché à son drapeau. Il est aussi de plus en plus religieux. La cohésion nationale conserve donc une certaine force. Il n'en est plus ainsi depuis longtemps en France où le problème se pose dans d'autres termes.

La France est de dernier pays européen où il existe encore un parti affublé de l'étiquette communiste. Aux dernières élections présidentielles, trois candidats étaient présentés par des groupes trotskistes, et deux autres reflétaient des courants d'extrême gauche, soit cinq sur douze. Si l'on ajoute que le parti socialiste est loin d'avoir rompu avec les avatars plus ou moins lointains de la pensée marxiste, que l'on retrouve aussi à la droite de l'échiquier politique, on mesure l'influence actuelle du marxisme sur les élites politiques et universitaires⁵⁵. Toute cette mouvance se rejoint dans une détestation du capitalisme, du libéralisme baptisé « ultra libéralisme » et de l'Amérique. Ce qui la fait tenir ensemble, c'est le rejet farouche de la composante chrétienne de l'identité française, sa contestation de l'économie de marché, et sa distance avec l'histoire nationale au nom du relativisme culturel. Mais sa caractéristique centrale, c'est d'attribuer à l'État un rôle toujours plus étendu, au-delà du périmètre régalien, dans le détail des relations sociales et du fonctionnement de la société, au détriment de la libre rencontre des volon-

tés des individus et des groupes qui devrait s'exprimer dans le contrat. On aurait tort d'y voir seulement l'héritage de la vieille tradition jacobine et négliger une autre facette : l'importation en France d'avatars de la culture autocrate orthodoxe qui régnait dans ce qui reste en toile de fond le modèle politique de référence, la patrie stalinienne du socialisme « réel ».

Le second courant qui domine les élites intellectuelles et politiques est le post-gaullisme, souvent superposé au post-marxisme à défaut de se confondre tout à fait avec lui. Refusant que la France renonce à son statut d'acteur de premier ordre de la politique internationale après la perte de l'empire colonial dans les années soixante, de Gaulle avait investi tous ses moyens dans la contestation de l'hégémonie américaine. Comme en témoignent les fameux discours de Phnom Penh et du Québec, puis l'acte de rupture avec Israël de 1967 pour gagner les faveurs des pays arabes, la France se livrait alors à un harcèlement des positions américaines sur tous les sujets ou presque. L'objectif était de conforter son influence dans « le concert des nations » en attirant sous son leadership les pays « non-alignés ». Mais de Gaulle, fervent chrétien, pétri de l'histoire de la France et sincèrement dévoué à sa gloire, n'aurait jamais accepté de voir la sociologie du pays radicalement modifiée par l'implantation définitive de masses de populations de culture non chrétienne. Maxime Tandonnet rapporte une de ses interventions en Conseil des ministres, le 7 mai 1963 : « *J'attire votre attention sur un problème qui pourrait devenir sérieux. Il y a eu quarante mille immigrants en avril. C'est presque égal au nombre de bébés nés en France pendant le même mois... Il devient urgent d'y mettre bon ordre* ». ¹⁶ Ce sont ses successeurs, les post-gaullistes qui, au tournant des chocs pétroliers de la décennie 70, ont grand ouvert les portes de l'Europe à l'influence politique et culturelle des pays arabo-musulmans et aux flux de population ¹⁷ qui la transforment en pays « divisé » au sens de Huntington, et mettent à l'épreuve ses bases civilisationnelles.

Une fraction des élites qui s'intitulent elles-mêmes progressistes, tendent donc à transposer en France un post-marxisme mâtiné d'avatars de la culture politique autocratique du socialisme « réel ». Une autre fraction, post-gaulliste, a laissé un large champ de pénétration à l'influence culturelle et démographique arabo-musulmane. Les deux fractions convergent dans le rejet absolu de l'Amérique et des valeurs occidentales qu'elle incarne, dans la dénonciation du libéralisme, dans l'antisionisme et le culte du relativisme culturel. Leurs dynamiques combinées sont autant de coups de boutoirs contre le fonds civilisationnel occidental de la France, et contribuent à la déconstruction des bases mêmes de la nation.

Une nation sans repères

Dans le cadre de ce texte, on ne peut pas faire l'analyse des politiques suivies et de leur impact sur le modèle politique français hérité de la pensée classique, de l'influence judéo-chrétienne, et des Lumières, ou sur « l'âme, le principe spirituel » qu'est la nation selon Renan. On peut par contre se faire une idée de l'effet dévastateur de cette rupture entre les élites et la nation. Maxime Tandonnet¹⁸ et Jean Sévilla¹⁹ dressent dans des ouvrages récents un état des lieux un peu terrifiant.

Jean Sévilla insiste sur la dissolution du principe d'autorité dans la famille et surtout à l'école, où le précepte « *d'épanouissement de l'enfant* » prend le pas sur la transmission des connaissances, et où les deux tiers des enseignants du primaire refusent en septembre 2006 d'appliquer les consignes ministérielles sur l'apprentissage de la lecture pour éviter de se heurter aux « *difficultés socio-culturelles de certains enfants* »²⁰. L'hédonisme naguère suspect triomphe dans la jeunesse, et avec lui les addictions. « *Les soirées Sup de co. sont des beuveries innommables* ». Mais avec leur télé, leur ordinateur, leur portable, l'adolescent et l'adulte jeune éprouvent une solitude écrasante.

La famille conserve son prestige mais le modèle familial est marqué par le recul du mariage, le nombre des divorces, et la montée de la famille monoparentale : un tiers des enfants est élevé dans ce contexte, neuf fois sur dix par la mère. En même temps « l'homoparentalité » gagne en légitimité au point que *Tralalire*, un magazine pour les 2/5 ans, met sur le même plan toutes sortes de familles, et la famille avec deux papas ou avec deux mamans.²¹ Les vicissitudes de la famille ne sont pas sans conséquences. Outre un destin individuel plus problématique (il y a une corrélation entre la monoparentalité et la délinquance, comme entre la monoparentalité et l'échec du parcours personnel), une natalité qui ne remplace pas les générations, phénomène encore plus accusé dans les autres pays d'Europe, la crise de la famille génère des coûts collectifs. Le tiers du budget de la Justice est alloué aux contentieux découlant des séparations, et la demande d'appartements croît en flèche dans un contexte de pénurie au point que de nouveaux divorcés sont parfois contraints de continuer à cohabiter.

Dans le contexte d'épuisement démographique de l'Europe, alors que d'énormes réservoirs d'émigration potentielle se constituent très rapidement à ses portes et un peu plus loin, la crise durable de la famille a des conséquences incalculables. Et pourtant la politique familiale demeure le cadet des soucis des décideurs politiques. Les fonds alloués aux allocations familiales, les aides au logement des familles et à la garde des enfants sont beaucoup plus faibles en poids relatif qu'ils n'étaient à la Libération : il faut dire que le corps électoral, celui qui vote effectivement, a une moyenne d'âge très élevée et que l'APA (allocation

aux personnes âgées) a un rendement électoral infiniment supérieur. Sur ce sujet, l'intérêt électoral prime depuis longtemps sur l'intérêt général aux yeux des élites du pouvoir, et le souvenir des mises en garde d'un Michel Debré continue d'amuser. Or, la survie d'une civilisation, cela ne tient pas à ses vertus morales, ni à ses prouesses scientifiques, mais à la pérennité de ses taux de fécondité.

Le modèle social national n'est pas mieux loti que le modèle familial avec un chômage de masse qui perdure depuis trois décennies, des déficits insupportables à terme du système d'assurance sociale (entre 8 et 12 milliards d'euro par an), des retraites impossibles à payer à législation constante, et une dette publique qui dépasse les 2 000 milliards d'euros (environ 120 % du PIB) si l'on intègre les engagements non comptabilisés de l'État. L'insécurité économique vécue par les français est considérable puisque plus de 50 % d'entre eux avouaient à la fin de l'année dernière qu'ils redoutaient de devenir des SDF. Il faut bien saisir que ces problèmes « économiques » renvoient d'abord à une lutte des statuts, chaque groupe social tirant tout le parti possible de ses avantages acquis et défendables, au détriment des autres.²² La précarité de l'emploi et le confinement dans le chômage ne sont que la face inversée des statuts d'emploi à vie, des emplois protégés et des rentes de situations détenues par des groupes qui sont parvenus à les obtenir et les stabiliser. En un mot les problèmes sociaux découlent avant tout du triomphe d'intérêts individuels sur l'intérêt général, et ce triomphe reflète l'incapacité de l'État d'exercer son autorité sur des questions décisives, parce que le corps social livré aux infra-identités lui a retiré une part essentielle de sa souveraineté.

Cette impuissance est attestée par la montée irrépressible d'une délinquance de plus en plus violente même si la moitié des vols et les deux tiers des agressions physiques ne font pas l'objet d'une plainte. La culture de la violence fait bien sur des ravages à l'école, entre enfants, mais aussi à l'encontre des enseignants. La population des délinquants agit souvent au sein de bandes attachées à un territoire, est de plus en plus jeune, et comporte de plus en plus de filles. En grande majorité, elle est composée des descendants de l'immigration. Une fraction de la jeunesse d'origine africaine est particulièrement violente. Il faut dire que les institutions ne sanctionnent pas la violence et la délinquance avec beaucoup de conviction. Les casiers judiciaires sont remis à zéro de droit à la majorité, les magistrats adoptent généralement des attitudes idéologiques permissives, et le président de la république manifeste à Zidane toute sa considération après son « coup de boule » en finale de la coupe du monde. Le discours d'exonération de la délinquance et de la violence invoque des causes sociales, le chômage, le racisme, l'exclusion. Très justement, Jean Sévilla affirme que l'explosion de la délinquance « est le fruit d'une société déstructurée par la

mentalité individualiste, par l'esprit hédoniste, par le reflux de l'autorité, par le refus des normes, par la dissolution de la famille, par la crise de l'école, par la perte des repères, par le relativisme moral ». ²³ La montée des incivilités, la généralisation de la violence parfois à finalité ludique, l'explosion de la délinquance, signalent l'incapacité de l'État à assurer une fonction régaliennne, le maintien de l'ordre et de la sécurité publique. Tout se passe comme si la France entreprenait une marche en arrière vers « l'ensauvagement », vers le monde de la guerre de chacun contre chacun, l'état de nature décrit par Hobbes. Le fondateur de la philosophie politique caractérise ainsi des sociétés qui n'ont pas encore institué le « contrat civil » qui transfère l'usage exclusif de la force au pouvoir souverain, lequel garantit la paix civile en contrepartie. La violence montante dans l'espace social est l'autre facette du rétrécissement de l'état-souverain. Elle dévoile une décomposition en cours de la civilisation.

Une nation divisée

Un processus de fragmentation approfondit encore la décomposition. Il est la conséquence de la formation sur le territoire français d'importantes populations appartenant à l'aire culturelle de l'islam. Selon les évaluations de Michèle Tribalat, cette population représente la moitié de l'apport démographique étranger total depuis 1950, soit 7 millions de personnes. Elle se concentre dans 700 à 1 000 cités ou quartiers sensibles. Selon les RG, la moitié de ces quartiers est composée à 80 % de migrants maghrébins, sud-sahariens et asiatiques. Cette concentration n'a pas été voulue ni planifiée. Au-delà d'un certain seuil, les autochtones prennent l'initiative de partir ou sont fermement invités à plier bagage pour laisser la place à de nouveaux arrivants apparentés à des familles résidentes.

Le processus de ghettoïsation est accentué par la scolarisation. L'école connaît le même phénomène d'auto-épuration que le quartier. Les migrants inscrivent leurs enfants à l'école, où le climat se modifie sensiblement. Les familles autochtones ont alors des réactions de rejet et détournent la carte scolaire pour inscrire leurs enfants dans des établissements plus « homogènes ». La séparation dans l'habitat se double donc d'une séparation dans la scolarité. Le phénomène se prolonge sur le marché du travail. Le regroupement familial est la première source légale de l'immigration, suivie par le mariage et les études. Les immigrants arrivés sur de tels critères n'ont aucune raison de correspondre aux besoins du marché du travail. Il s'ensuit que le taux de chômage qui les frappe est très supérieur à la moyenne nationale : il est de 35 % pour les Algériens et les Marocains et de 40 % pour les Africains.

L'immigration non européenne est ainsi un facteur de fragmentation majeur de la société française. Contrairement aux affirmations des partisans

inconditionnels de l'immigration sans conditions, les hommes ne sont pas interchangeables : ils amènent avec eux leur culture, leur langue, leurs mythes, et ils les renforcent même pour conserver leur identité dans une société d'accueil qu'ils trouvent répugnante. En témoignent la généralisation du voile, les mariages forcés, les pratiques de soumission et de séparation des femmes.

Un sondage de l'institut américain PEW de 2006, sur les représentations respectives des Occidentaux et des Musulmans a fait ressortir un résultat inattendu : la relative intégration des musulmans français à leur société d'accueil.

En voici deux extraits ²⁴ où les musulmans de quatre pays européens répondent à deux questions :

Considérez-vous que vous êtes

	D'ABORD DES CITOYENS DU PAYS ?	D'ABORD DES MUSULMANS ?
	EN %	EN %
Britanniques musulmans	7	81
Français musulmans	42	46
Allemands musulmans	13	66
Espagnols musulmans	3	69

Attitudes des musulmans dans votre pays

	DÉSIRENT-ILS SE DISTINGUER DU PAYS ?	DÉSIRENT-T-ILS ADOPTER LES COUTUMES DU PAYS ?
	EN %	EN %
Britanniques musulmans	35	41
Français musulmans	21	78
Allemands musulmans	52	30
Espagnols musulmans	27	53

On voit que c'est en France que les musulmans (bien qu'ils y soient une minorité) se sentent le plus citoyens. De même, c'est en France que les musulmans se déclarent les plus désireux d'adopter le mode de vie local. On en a tiré la conclusion que malgré les émeutes urbaines de 2005, la France savait le mieux intégrer ses musulmans parmi les pays européens. Ce point de vue omet un paramètre essentiel, la politique étrangère. Les musulmans de tous les pays sont très sensible à la Oumma, la communauté des musulmans, par delà les frontières d'État. La politique étrangère du Royaume Uni, très proche de l'Amérique, engagée en Irak, est très mal vécue par les musulmans britanniques et peut expliquer leur distance avec le pays d'accueil, tandis que les

musulmans français n'ont pas eu à se plaindre des positions très militantes de la diplomatie française.

Le tableau suivant puisé à la même source, montre la remarquable homogénéité des positions des musulmans sur les États-Unis et le conflit israélo-palestinien, confirmant l'hypothèse de la cohésion essentielle de la Oumma.

Préférences des musulmans européens

	LIEU DE RÉSIDENCE DES MUSULMANS			
	ROYAUME UNI	FRANCE	ALLEMAGNE	ESPAGNE
Opinions sur les États-Unis	En %	En %	En %	En %
Favorables	23	30	24	19
Défavorables	65	69	67	76
Sympathies au Moyen Orient pour				
Les Israéliens	3	6	14	2
Les Palestiniens	75	78	50	75

La fragmentation de la France est un processus générateur de rancœur et de haine qui conduit Maxime Tandonnet aux plus sombres prévisions : « *Ils [les ghettos] risquent de produire, chez les descendants des migrants d'aujourd'hui, à l'horizon des années 2015, une révolte, un nihilisme, une rage, auprès desquels les violences de 2005 apparaîtront comme des soubresauts mineurs.* »²⁵

Les émeutes urbaines de 2005 s'inscrivaient dans un climat de violence et de haine endémique existant depuis deux décennies. Une immense animosité se dégage des populations extra européennes à l'encontre des « Gaulois ». En témoignent la multiplication des violences inter-ethniques, la naissance du racisme anti-blancs, ou la tonalité des paroles qui accompagnent le rap. Il y a eu 110 000 actes de violence urbaine en 2005 dont 70 000 avant les émeutes. La situation s'est sans doute encore dégradée depuis. Le Monde du 8 avril 2007²⁶ indique que 1 700 actes de violence ont été commis au premier trimestre 2007 contre les forces de police, les pompiers, et les services de santé. Les policiers tombent désormais dans des embuscades où sont utilisées des armes à feu. « *Engins incendiaires, plaques d'égout, barres de fer, parpaings, boules de pétanque : tout est recyclable pour viser les fonctionnaires.* » Pire encore, ces violences sont délibérément gommées par les médias. Volonté de ne pas interférer dans la campagne présidentielle ? Volonté de conjurer le risque de contagion brutale ?

Ce climat pré insurrectionnel coïncide avec la généralisation d'un ordre mafieux et d'un ordre islamiste dans les « territoires perdus ». Dans un autre contexte de gaulle avait vu loin : « On peut intégrer les individus ; et encore, dans

une certaine mesure seulement. On n'intègre pas les peuples, avec leur passé, leurs traditions, leurs souvenirs communs, leurs héros. »²⁷ Il y a aujourd'hui en France un « nous » et un « eux » de part et d'autre de la barrière ethnico-religieuse. Rien ne l'illustre mieux que les propos de Nicolas Sarkozy sur le « karcher » et la « racaille ». Le karcher avait été agité contre des bandes mafieuses qui venaient de tuer avec une balle perdue, un enfant qui lavait la voiture de son père. La « racaille » désignait les voyous qui rendent impossible la vie des gens dans les cités. La cible du ministère était la délinquance et rien d'autre, ce qui est le moins pour un ministre de l'intérieur. Mais d'un côté de la barrière ethnoreligieuse, on a entendu que le ministre visait le « nous », de l'autre on comprenait le « eux ». Des personnalités issues de l'immigration travaillant pour le parti du ministre se sont même senties visées, parce que la part dominante de leur identité leur commandait une identification à leur groupe ethnico-religieux d'appartenance plutôt qu'à l'état national. Elles ne parvenaient pas à détacher les voyous de leur « nous ». Jamais des délinquants assez infâmes n'ont bénéficié d'un tel engouement populaire. D'autant qu'ils profitèrent de l'assentiment des médias instrumentalisés, des politiciens flairant le coup politique, et d'une fraction considérable des élites intellectuelles en proie au tourment moral. Jamais l'état-nation souverain n'avait été bafoué à ce point par un peuple divisé et des élites déchirées.

Il est intéressant de noter la contribution des élites intellectuelles, de la Justice, religieuses et transnationales, à l'avènement de cette situation peut-être incontrôlable de division du pays en sous-sociétés violemment antagoniques.

C'est ainsi que les juges des tribunaux administratifs annulent massivement les arrêts de reconduite à la frontière pris par les préfets et que les juges du Conseil d'état ont annulé un décret de 1997 suspendant le droit au regroupement familial pendant trois ans. Les juges du Conseil constitutionnel ont refusé de leur côté de faire passer la durée de la rétention administrative à 32 jours alors qu'elle est de 18 mois en Allemagne et sans limites au Royaume Uni. Ils ont annulé la loi Pasqua de 1993 en imposant que l'expulsion n'intervienne pas avant qu'une décision judiciaire définitive ait été prise, une éternité. En 2003, ils ont confirmé le droit absolu au mariage des étrangers, même en situation illégale, alors que le mariage est le premier procédé de régularisation. Au Royaume Uni et en Allemagne, le mariage des clandestins est impossible.

Les bureaucrates européens poussent dans le même sens. Des directives imposent désormais le droit au regroupement familial après deux années de présence alors que les Autrichiens, les Danois et les Allemands n'en voulaient pas. Sous l'influence de la France, ils se voient imposer la politique dont la France connaît aujourd'hui les implications funestes. Des directives en prépa-

ration vont imposer la judiciarisation des décisions relatives à l'immigration, rendant vaine toute politique volontariste de maîtrise des flux. La Commission européenne multiplie les obligations morales des États à l'endroit des immigrés : « *Il est fondamental de reconnaître que l'immigration est un processus à double sens, requérant une adaptation tant de l'immigré que de la société qui l'accueille.* »²⁸ La norme supranationale élaborée à Bruxelles se présente donc comme une limitation de plus à l'exercice de la souveraineté dans l'espace national, même sur des questions qui mettent réellement en jeu l'avenir et l'ordre social.

Dans le concert de la vertu compassionnelle, l'Église de France n'est pas en reste pour surenchérir, même si cela revient à ajouter des bûches dans le brasier qui est en train d'emporter la civilisation dont elle est un peu la mère. Selon elle, la loi du 24 juillet 2006, première tentative sérieuse de reprendre le contrôle des flux migratoires, « *accule à la désespérance des milliers d'étrangers présents depuis longtemps en France* »²⁹

Quant aux innombrables tenants de la pensée correcte, ils font preuve d'autant de véhémence contre toute mesure publique de contrôle de l'immigration, puisant sans état d'âme dans le lexique chargé de l'occupation, que d'habileté à échapper eux-mêmes au choc des cultures dans la vie quotidienne. « *La France officielle, celle des élites, de la classe dirigeante, du monde médiatique, universitaire, judiciaire, se dit ouverte, accueillante, moderne... Dans les faits, indifférente aux conséquences d'une immigration massive pour la communauté nationale, elle est en quête de protections pour elle-même, élève des cordons sanitaires autour de son espace vital et sanctuarise ses lieux de vie* ».³⁰

L'idéologie de déconstruction au crible du droit et de la philosophie

C'est dans ce contexte que deux personnalités très différentes, sans lien entre elles, le philosophe Pierre Manent, et le juriste Pierre Mazeaud, ancien président du Conseil Constitutionnel, sont intervenues ces derniers mois dans le débat public. Ils ont voulu l'un et l'autre mettre en garde contre les divagations du système institutionnel français que leur pratique professionnelle leur mettait devant les yeux. Pierre Manent a écrit un livre³¹, tandis que Pierre Mazeaud saisisait l'occasion des vœux de bonne année pour prononcer un discours-testament devant le président de la République³².

Visiblement Pierre Mazeaud a cœur de défendre les principes les plus fondamentaux de la République, mis à l'épreuve dans des textes de loi et dans certaines promesses électorales, sous la pression de l'idéologie déconstructionniste. A Nicolas Sarkozy qui s'était montré favorable au vote local des immigrés en situation régulière, Pierre Mazeaud refuse toute possibilité que « *soient reconnus des droits collectifs à quelque groupe que ce soit* ». La citoyenneté ouvre le

droit de vote et l'éligibilité ; les électeurs ne peuvent pas être divisés en catégories. Et il s'insurge : « *Les étrangers résidant régulièrement sur notre sol disposent de l'ensemble de nos droits sociaux et c'est heureux ; s'ils devaient également disposer de tous les droits politiques des nationaux, où se trouverait la marque distinctive de la nationalité ?* »³³ Il propose logiquement la voie de la naturalisation à ceux « qui ressentent de profondes attaches avec la France ».

Avec Ségolène Royal qui avait avancé l'intervention de « comités citoyens » pour juger les élus, suggestion propre à bouleverser la logique ultime du système de représentation, Pierre Mazeaud se fait pédagogue. « *Il est vital, pour que la démocratie soit un système de gouvernement efficace, pour qu'elle serve concrètement le peuple et ne se contente pas de le flatter, que le jugement de nos concitoyens ne soit pas instantané, autrement dit que les échéances électorales soient espacées et respectées... A défaut règne la dictature affolante et paralysante des sondages ou celle de substituts pires encore, que nous avons connus hélas dans les périodes les plus troublées de notre histoire : assemblées générales permanentes, comités de salut public...* » En un mot, « *la démocratie participative doit vivifier et non combattre la démocratie représentative en jetant la suspicion sur tout détenteur d'un mandat électoral* ». Par calcul électoral et pour flatter le peuple, la candidate socialiste jetait par-dessus bord sans sourciller le mécanisme de base de la démocratie, ou le représentant est détenteur d'une parcelle de souveraineté, mais jamais le mandataire de ses électeurs.

Pierre Mazeaud s'en prend ensuite aux groupes qui avancent des revendications particulières masquées sous le drapeau des droits de l'homme. « *La défense des droits de l'homme, si nécessaire soit-elle, ne peut prétendre absorber toutes les dimensions de la démocratie...* » Les droits de l'homme peuvent se muer « *en intégrisme ou en terrorisme intellectuel* » s'ils transforment le citoyen en un ayant-droit défini « *par son appartenance aux différentes corporations et tribus* ». Mazeaud refuse une politique qui « *accorderait d'emblée des droits spécifiques aux groupes défavorisés, au titre de la réparation des préjudices subis dans le présent ou le passé* », comme « *la présence d'une proportion précise des représentants de tel ou tel groupe, dans tel ou tel secteur, en particulier aux postes de responsabilité* ». On retrouve là la problématique des multiculturalistes américains et Pierre Mazeaud martèle : « *... nul ne saurait s'exonérer de la règle commune en se prévalant de ses croyances religieuses, ... nul ne saurait s'exonérer de la règle commune en invoquant son appartenance à un groupe ethnique ou linguistique* ». Cette égalité juridique des citoyens est déjà entamée par la loi introduisant des quotas par sexe dans les scrutins de liste. Il le regrette : « *Le Conseil constitutionnel ne pouvait que s'incliner* ».

Enfin, Pierre Mazeaud se désole que le « *créancier des droits* » prenne la place du citoyen des Lumières. Celui-ci pensait son rapport à la Cité selon des modalités actives et désirait être jugé « *sur ses mérites et son action* ». Pure victime,

le créancier des droits interpelle par ses plaintes un système dont il dépend, « *mais dont la bonne marche interne ne le concerne plus... C'est à partir de ses appartenances identitaires les plus concrètes – sociales, ethniques, religieuses, sexuelles, sanitaires – qu'il formule ses revendications...* » Une certaine exploitation des droits de l'homme pourrait conduire « *à la paralysie du gouvernement... et jouer tôt ou tard contre l'intérêt général* »³⁴

Au sommet de la pyramide juridique des institutions françaises, le testament de Pierre Mazeaud sonne comme une mise en garde solennelle contre de puissants courants venus des entrailles de la nation, qui se proposent de modifier radicalement le socle juridique et philosophique du pacte social, au point de réduire la démocratie et l'intérêt général aux droits des individus, et de subordonner l'intégrité du système représentatif à un effet de tribune.

Dans un tout autre style, Pierre Manent rejoint son questionnement. Il s'interroge en tant que spécialiste de l'histoire de la philosophie politique sur la perception « *presque douloureuse* » d'un démantèlement en cours de la nation, avec « *ses conséquences incalculables au plus intime de chacun d'entre nous* ». Nous sommes bien au centre de la question de la pérennité de la civilisation occidentale. Pour que l'on mesure bien ce dont il s'agit, Manent rappelle une extraordinaire réalisation de l'État-nation européen : « *gouverner d'immenses réunions d'hommes en les laissant libres* »³⁵ Cet exploit unique, qui permet de faire tenir ensemble civilisation et liberté, est le produit de deux grands artifices : l'État souverain, celui à qui est délégué l'usage exclusif de la violence, et le gouvernement représentatif. L'un et l'autre sont menacés par deux autres artifices : l'Europe et l'État providence.

Depuis Maastricht, l'Europe s'est détachée des corps politiques nationaux. Elle poursuit une « *finalité sans fin* » sauf sa propre extension : absolument respectueuse des droits de l'homme, elle est détachée du peuple, de la délibération collective. « *L'Europe cristallisa en une Idée dotée d'une légitimité supérieure à toute autre et munie de mécanismes institutionnels capables de recomposer tous les aspects de la vie des européens.* »³⁶ L'Europe exercerait donc la souveraineté sans un système de représentation démocratique. Ses graves turpitudes actuelles peuvent être interprétées comme une revanche, encourageante, des peuples.

L'État-providence garantit, outre les droits « libéraux », des droits « sociaux » toujours plus étendus au point de n'être plus qu'une agence d'administration. Sa dimension monstrueuse justifie la paralysie politique et l'inertie spirituelle des nations européennes. Ainsi, « *nous avons vidé de sa substance la démocratie dans son sens propre et originel, dans son sens politique de gouvernement de soi du corps politique.* »³⁷ A la place on instaure une obligation d'action morale qui se ramène

aux catégories des fondamentalistes qui agissent pour mettre en œuvre « le *vouloir de Dieu* ».

Les peuples européens sont en train d'être privés des grands artifices qui tenaient ensemble les éléments de leur nation. Dans ce contexte, ils sont la proie de philosophies qui prônent que l'humanité est en train d'aller vers une inéluctable unification, alors que le 11 septembre a montré la profondeur de ce qui les sépare. Manent constate « *l'imperméabilité réciproque des communautés humaines en dépit de la facilité croissante des communications... les communautés humaines sont compactes, closes, difficilement pénétrables...* »³⁸ De plus en plus proche du paradigme de Huntington, Pierre Manent introduit la religion : « *comment ne pas voir que le monde présent s'organise selon des polarités politiques qui recouvrent des divisions religieuses... sans doute par crainte de les aggraver, de les rendre inexpiables, en les transformant en "guerre de religion"* »³⁹ L'Europe est chrétienne mais ne parvient pas à le dire.

Se compose ainsi le tableau du déclin de l'Occident anticipé il y a une quinzaine d'années par Samuel Huntington. Des engagements militaires périlleux et coûteux, un poids démographique relatif de plus en plus dérisoire, une croissance économique relativement lente, la montée de la Chine qui bouleverse silencieusement toutes les données géostratégiques, une division profonde entre l'Europe et l'Amérique, l'investissement massif de l'Europe par des populations d'une civilisation ancienne, solide, et sure de son message. En regard triomphent des idéologies marquées par la culpabilité et la conviction d'avoir à acquitter une dette éternelle, qui nient l'histoire et la légitimité de l'aventure occidentale, bafouent ses racines, et développent le faux concept d'une humanité homogène et réconciliée. Voilà où nous en sommes.

notes

1. Marc Crepon écrit par exemple dans *L'imposture des civilisations* (2002) : « Le "choc" des civilisations est l'une des pièces maîtresses de cette mise en culture des identités meurtrières les plus régressives de l'être humain ». Huntington est accusé de rechercher la guerre et d'avoir inventé pour cela une prophétie auto réalisatrice. Quand on sait que l'ouvrage du chercheur de Harvard aboutit à des propositions insistantes pour prévenir les guerres des civilisations, on se demande s'il a été lu. Pour sa part Attac considère que les travaux de Huntington ont pour seul objet d'assurer le financement du complexe militaro-industriel : « cette conception souffre évidemment de son évidente corrélation avec certaines visions proprement géopolitiques du Pentagone et du lobby militaro-industriel américain. Ceux-ci ont besoin d'identifier des ennemis potentiels "civilisationnels" suffisamment consistants pour justifier de programmes d'armements à la hauteur... » Ni fin de l'Histoire, ni « guerre des civilisations » novembre 2001 http://www.france.attac.org/article.php?id_article=1066.
2. « Un philosophe contre l'angélisme », Chantal Delsol *Le Figaro* du 19 février 2004. Sur cette question Julien Freund précise : « Je lui rétorquais [à Jean Hippolyte] inlassablement qu'il y avait peu de chances que l'histoire puisse prendre un cours nouveau qui modifierait l'essence du politique. Il faut au contraire s'attendre à de nouvelles formes de violence avec d'autres moyens » in *L'essence du politique* Bibliothèque Dalloz 2003 p. VIII.
3. *Le Choc des civilisations* Poches Odile Jacob 2000, p. 17 et p. 23.
4. « La nature d'une civilisation, c'est ce qui s'agrège autour d'une religion....C'est le grand phénomène de notre époque que la violence de la poussée islamique. Sous-estimée par la plupart de nos contemporains, cette montée de l'islam est analogiquement comparable aux débuts du communisme du temps de Lénine... Les "misérables" ont d'ailleurs peu à perdre. Ils préféreront conserver leur misère à l'intérieur d'une communauté musulmane. Leur sort sans doute restera inchangé. Nous avons d'eux une conception trop occidentale. Aux bienfaits que nous prétendons pouvoir leur apporter, ils préféreront l'avenir de leur race. » 3 juin 1956 « Conversation sur l'Islam avec André Malraux », repris par *Valeurs Actuelles* du 21 Décembre 2001.
5. *The Roots of Muslim Rage* de Bernard Lewis publié dans *The Atlantic Monthly* septembre 1990.
6. *Op. cit.*, p. 25-27.
7. Il est consternant de voir des auteurs comme Élie Barnavi produire une remarquable analyse du conflit de civilisation qui conduit l'islam à investir l'Europe avec des valeurs qui mettent en jeu son mode de vie, une réflexion huntingtonienne type, tout en vouant aux gémonies Huntington qu'il n'a visiblement pas lu. Voir *Les religions meurtrières*, Flammarion, 2006 p. 80. Dans la même veine, Daniel Pipes ne fait pas mieux. Cet excellent spécialiste des questions stratégiques moyen-orientales et de l'islam se livre face au maire de Londres, Ken Livingstone, à une réfutation du *Choc des civilisations* d'un niveau tellement affligeant qu'il ne serait pas charitable de la rapporter. Volonté de complaire au maire pro islamiste ? Conflit d'égos entre universitaires américains ? Voir « L'Islam radical contre la civilisation » dans *FrontPage Magazine.com* du 1er février 2007. Il est par contre amusant de lire sous la plume souvent fantaisiste d'Alexandre Adler en quête de « retrouvailles avec l'islam », l'engagement de « pulvériser

les préjugés fort peu sympathiques qui sont les déterminants de la thèse de Huntington ». Il ne l'a pas lu, ou pas compris non plus. Voir *Rendez-vous avec l'islam*, Hachette Pluriel 2007, p. 13.

8. *Op. cit.*, p. 462

9. Pierre Manent *La raison des nations Réflexion sur la démocratie en Europe*, Gallimard, 2006, p. 10.

10. Au XIX^e siècle, « c'est avec dégoût et mépris que les Américains considéraient le manque de liberté, d'égalité, de démocratie et le non-respect du principe de l'état de droit qui régnait dans la plupart des États européens, monarchiques, aristocratiques et imprégnés des vestiges de la féodalité ». *Qui sommes-nous ?* Samuel Huntington Odile Jacob 2004, p. 121.

11. John Fonte *The Enablers of Transnational Progressivism* Hudson Institute 4 Octobre 2006.

12. *Qui sommes-nous ?* *Op. cit.* p. 158.

13. *Ibid*, p. 145.

14. John Fonte *Why There is a Culture War Gramsci and Tocqueville in America* Policy Review décembre 2000-Janvier 2001, (traduit dans ce dossier).

15. Comme à l'accoutumée, Jacques Chirac résume bien la pensée commune : « *le libéralisme est voué au même échec que le communisme et il conduira aux mêmes excès... l'un comme l'autre sont des perversions de la pensée humaine* ». voir Yves de Kerdrel, « Installons le modèle social au Quai Branly », *Le Figaro* du 20 mars 2007.

16. Maxime Tandonnet *Immigration, sortir du chaos* Flammarion 2006, p. 63.

17. Voir Bat Yé'or, *Eurabia l'axe euro-arabe* chez Jean-Cyrille Godefroy 2006.

18. *Immigration, sortir du chaos, op. cit.*

19. *Moralement correct* Perrin février 2007.

20. *Ibid*, p. 29.

21. *Op. cit.*, p. 89.

22. En témoignent les demandes d'un aplomb stupéfiant d'Anne-Marie Idrac, la présidente de la SNCF, pour financer les retraites de ses agents. In « Service minimum : Mme Idrac réservée face à une loi », Interview de François Bostnavaron et Dominique Buffier, *Le Monde* du 13 avril 2007 : « *Le problème était financier : comment prendre en compte les 114 milliards d'euros de provisions des retraites à venir ? Nos fonds propres, qui sont de 6 milliards, n'y suffisaient pas. Notre caisse de retraite connaît un déséquilibre démographique avec 400 000 ayants droit et 160 000 actifs. Conformément aux principes de solidarité inter-régimes, ce déséquilibre est compensé par l'État.* » Il faut comprendre que le trou de 108 milliards sera financé par les contribuables et les autres salariés, illustrant le vieux principe de Frédéric Bastiat « *L'État est une fiction à travers laquelle tout le monde vit aux dépens de tout le monde* ».

23. *Op. cit.*, p. 134.

24. *The French-Muslim Connection* Pew Research Center Poll Jodie T. Allen Pew Research Center 17 août 2006. <http://pewresearch.org/obdeck/?ObDeckID=50>

25. *Immigration, sortir du chaos* *op. cit.* p 114.

26. « Les violences antipolice, nouveau tabou » par Luc Bronner et Piotr Smolar, *Le Monde* du 8 avril 2007.

27. Cité par Alain Peyrefitte *C'était de Gaulle* Fayard 1994 t1 p. 56.
28. Commission européenne Communication du 30 novembre 2000.
29. *Immigration, sortir du chaos, op. cit.*, p. 174
30. *Immigration, sortir du chaos, op. cit.*, p. 132.
31. *La Raison des Nations Réflexion sur la démocratie en Europe, op. cit.*.
32. Vœux du Président du Conseil constitutionnel, Monsieur Pierre Mazeaud, à Monsieur Jacques Chirac, Président de la République du 3 janvier 2007.
<http://www.conseil-constitutionnel.fr/bilan/annexes/voeuxpr2007.htm#ccpr>
33. *Op. cit.*
34. Toutes les citations de Pierre Mazeaud sont extraites de son discours du 3 janvier 2007 référencé à la note 32.
35. *La Raison des Nations Réflexion sur la démocratie en Europe op. cit.*, p. 47.
36. *Op. cit.*, p. 42.